PARIER SUR UN MBA

COMMENT FAIRE BAISSER LA NOTE, SOUVENT SALÉE

Face aux tarifs faramineux des MBA, difficile pour les cadres de s'autofinancer. Pour alléger la facture, une bonne dose d'anticipation et un solide sens de la négo s'imposent. On fait les comptes.

n an après avoir obtenu son diplôme, Alexandre Charles, consultant, est toujours en train de rembourser son EMBA. Il faut dire qu'en sélectionnant le cursus d'HEC pour rebooster sa carrière, il n'a pas choisi le moins cher. Ses frais d'inscription s'élèvent à 102 000 euros! Le quarantenaire a décidé de les payer en partie avec ses économies (20%), un prêt bancaire (70%) et, pour les 10% restants, il a demandé une bourse à son école. Un triptyque assez courant.

Pour provisionner, le candidat a pris son temps. «Ce ne sont pas des changements que l'on fait sur un coup de tête. J'ai activé mon réseau, passé pas mal d'appels, étudié les offres pour bâtir mon projet», explique-t-il. A l'arrivée, il a dû assumer une bonne partie de la facture. Face à la hausse constante des tarifs de ces programmes prestigieux, difficile de ne pas puiser dans ses fonds personnels. L'anticipation reste le moyen le plus sûr pour faire face aux dépenses, et pas seulement pour avoir le temps d'économiser.

La concurrence entre cursus faisant rage, certains établissements proposent en effet des prix différents selon la date d'inscription. C'est par exemple le cas de l'Essec Business School. «Nous avons un tarif Early Bird, qui offre un bonus de 4000 à 5000 euros», confie Claire Szlingier, directrice associée des programmes «executive» de l'école.

Si vos économies sont limitées, les prêts restent le recours le plus usité. La plupart des établissements ont passé des accords avec des organismes bancaires proposant des taux très bas. «J'ai eu un prêt étudiant à 0% alors que j'étais engagé dans la vie active depuis des années», confie Samuel Lasry. Aujourd'hui à la tête de sa propre société, experte dans la data et le cloud, il a suivi il y a dix ans un programme «executive» attaché à l'Ecole des ponts. Il se souvient avoir entendu alors la rumeur selon laquelle «certains élèves négociaient les tarifs». Le «on-dit» circule toujours. Et les établissements se gardent bien de le confirmer. Ces derniers mettent en avant les bourses qu'ils attribuent, qui peuvent faire baisser les coûts d'au moins 5 000 à 10 000 euros.



Amandine Raynaud, fondatrice de Clelya, agence de conseils en stratégie, Montpellier (34)

Mais c'est le jury qui, après les entretiens, se réserve ou non le droit de les accorder. A l'ESCP, les critères de sélection sont «la pertinence de la candidature pour la catégorie du programme choisi et la qualité de la dissertation», avance Manon Marinière, en charge des EMBA. Par «pertinence», il faut comprendre le calibre du parcours professionnel du candidat et l'adéquation entre le projet professionnel et le programme. Après dix années passées dans des start-up et l'industrie, Alexandre Charles, ingénieur polytechnicien, souhaitait donner une coloration plus managériale à son activité. «Je pense que mon dossier était solide, car j'avais pris le temps de réfléchir avant à mes options d'orientation professionnelle»,



explique-t-il. Les motivations à bannir sont d'ailleurs vite repérées par les responsables des écoles. «La seule volonté d'accroître sa rémunération ou d'être promu dans son secteur ne forme ni une intention suffisante ni un projet», rappelle Nicolas Berland, directeur du programme de l'EMBA de Paris Dauphine. De plus, les candidats bénéficiant d'une prise en charge intégrale des frais par leur employeur n'ont pas droit à ces bourses. Ce cas de figure reste assez rare (voir le témoignage), comme le note Benoît Heilbrunn, directeur académique de l'ESCP: «Le marché des EMBA est un marché de l'optimisme, qui pense que la croissance va se poursuivre, ce qui est loin d'être la tendance actuelle. Cela n'incite pas les patrons à mettre la main à la poche.»

«Environ 40% des candidats de nos promos font financer partiellement le coût de la formation par leur employeur. Celui-ci contracte directement avec nous», rappelle Claire Szlingier, de l'Essec. Pour le convaincre, le mieux est d'avoir le soutien de son manager ou de la DRH de sa boîte! «Il y a des périodes plus judicieuses que d'autres pour en faire la demande. Vers la fin de l'année, les entreprises ont besoin de finaliser leur budget et l'enveloppe est plus grande, d'où l'intérêt, pour le candidat, d'anticiper», assure la responsable. Chaque employeur est affilié à un opérateur de compétences (Opco), qui peut lui allouer une enveloppe pour financer des contrats d'apprentissage et de professionnalisation (avec certification). «Mais les MBA sont rarement subventionnés, car ils ne sont souvent pas une priorité de la branche à laquelle l'entreprise appartient», explique Marie-Lise Raymond, responsable commercialisation et recrutement de l'EMBA de Montpellier. Faire prendre en charge son projet n'était pas une option que Samuel souhaitait. «Je ne voulais pas me sentir obligé vis-à-vis de ma boîte. En revanche, j'ai négocié un vendredi par mois sans baisse de salaire pour suivre mon programme, qui se déroulait à temps partiel avec un week-end mensuel complet et un soir par semaine.»

Utiliser les fonds disponibles sur son CPF est aussi une option. Les écoles développent des formations éligibles à ce mode de financement. «J'ai pu mobiliser 2000 euros de mon compte personnel de formation. Plus une bourse de 5000 euros», détaille Amandine Raynaud, fondatrice d'un cabinet de conseil en marketing de l'innovation. Reste ensuite à financer les «extras», souvent non comptabilisés dans le montage financier. «J'ai passé plus de 50 jours sur site avec des restaurants quasi tous les soirs avec les autres élèves, cela m'a ajouté 2000 euros de dépenses», note Alexandre Charles. Donc attention aux «faux frais».

Julie Krassovsky



Hélène de Macedo, directrice achats chez Kéolis, Paris (75)

ELLE TÉMOIGNE

«Mon MBA ne m'a coûté que 5300 euros»

«Après neuf ans d'expérience professionnelle dans le monde du transport, j'étais décidée à faire un MBA. A chaque entretien d'embauche, je demandais si une prise en charge serait envisageable. J'ai eu quelques refus, jusqu'à la rencontre avec ma future manager, qui a soutenu mon projet. J'ai argué que le poste qui m'était proposé ne m'apprendrait rien de nouveau, et que si l'employeur me voulait, il faudrait qu'il finance le programme de mon choix. J'ai sécurisé le deal par un engagement écrit. En contrepartie, j'ai concédé de ne pas négocier mon salaire et j'ai patienté un an avant d'engager ma formation auprès de l'Essec (65000 euros). En tout, j'ai déboursé quand même 5300 euros en restauration annexe et pour les billets d'avion à destination de Washington et Singapour.»